



Fin du sida : les Etats baissent les bras ?

Reactive à la nouvelle Déclaration politique adoptée par les Etats membres

Paris, le 24 juin 2026 — À l'issue de la Réunion de haut niveau des Nations unies sur le VIH et le sida, Coalition PLUS alerte sur les insuffisances persistantes de la nouvelle Déclaration politique adoptée par les États membres.

Alors que le monde dispose des connaissances, des traitements et des outils de prévention nécessaires pour mettre fin au VIH/sida comme menace pour la santé publique, le texte adopté fragilise plusieurs engagements essentiels.

Pour Coalition PLUS, une déclaration qui affaiblit la reconnaissance des populations les plus exposées, renonce à des engagements financiers ambitieux et ignore l'universalité des droits humains ne peut constituer une feuille de route crédible pour mettre fin à l'épidémie.

« Cette Déclaration est le miroir des contradictions internationales : on nous promet la fin du sida pour 2030, tout en laissant la porte ouverte aux lois discriminatoires et aux monopoles pharmaceutiques. Sans financements garantis et sans droits universels, ce texte n'est pas à la hauteur de l'urgence. » Pr. Mehdi Karkouri, Président de Coalition PLUS

À quatre ans de 2030, la riposte au VIH à un tournant critique

Les progrès accomplis depuis le début de l'épidémie sont considérables, mais ils restent fragiles et profondément inégaux. En 2025, **1,2 million de nouvelles infections ont été enregistrées et 8,8 millions de personnes n'avaient toujours pas accès à un traitement antirétroviral.**

Les avancées scientifiques, notamment les traitements et outils de prévention à longue durée d'action, ouvrent des perspectives majeures. Mais elles ne permettront de changer le cours de l'épidémie que si elles sont accessibles rapidement, équitablement et à un prix abordable.

La Déclaration politique devait donner à la stratégie de l'ONUSIDA la force politique, juridique et financière indispensable à sa mise en œuvre or le texte adopté ne remplit pas cette fonction.

Les populations clés ne peuvent pas être effacées de la riposte

Les populations clés ou hautement vulnérables au VIH sont notamment les **femmes** et les **jeunes filles**, les **hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes**, les **travailleuses et travailleurs du sexe**, les **personnes usagères de drogues** et les personnes **détenues**.

Ces populations sont parmi les plus exposées au VIH et parmi les plus éloignées des services de santé, en raison de la criminalisation, de la stigmatisation, des violences et des discriminations qu'elles subissent.

Bien que mentionnées, la faiblesse des engagements contraignants pour les protéger ne répond pas aux obstacles spécifiques auxquels ces personnes sont confrontées et affaiblit la capacité des États à y répondre.

Coalition PLUS s'inquiète également du recul du langage relatif aux lois discriminatoires. Remplacer l'engagement à « *abroger et mettre fin* » à ces lois par une simple invitation à les « *examiner et les modifier si nécessaire* » revient à laisser perdurer des législations qui éloignent des soins des millions de personnes. La décriminalisation des populations clés et la suppression de toutes les lois, politiques et pratiques discriminatoires sont des conditions incontournables pour mettre fin au sida. Elles ne peuvent être réduites à une option laissée à la libre appréciation des gouvernements.

Des droits humains universels, sans conditions ni réserve

Coalition PLUS rejette la subordination des droits humains universels aux législations nationales ou aux contextes politiques locaux, une brèche ouverte par le paragraphe 8 de la Déclaration qui affaiblit directement la protection des personnes vulnérables.

Les droits humains ne peuvent dépendre de compromis diplomatiques, de contextes politiques nationaux ou de rapports de force idéologiques ou diplomatiques.

Toute réserve introduite dans le texte sur leur portée affaiblit directement la protection des personnes vivant avec le VIH et des communautés les plus vulnérables à l'épidémie.

Des objectifs sans financement ne constituent pas une feuille de route

La Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2026-2031 estime que **21,9 à 23 milliards de dollars seront nécessaires chaque année d'ici à 2030 dans les pays à revenu faible et intermédiaire.**

Pourtant, la Déclaration politique ne garantit pas la mobilisation des ressources nécessaires et ne mentionne pas de manière satisfaisante le rôle de l'aide publique au développement.

Dans un contexte d'effondrement des financements internationaux de la santé, l'absence de référence claire à l'aide publique au développement, aux financements internationaux et au soutien des systèmes communautaires constitue une faiblesse majeure.

Coalition PLUS soutient le renforcement des financements nationaux et leur diversification. Mais la mobilisation des ressources domestiques ne peut servir de prétexte à un désengagement brutal de la solidarité internationale.

Dans les pays à faible revenu, les contextes de crise et les États où les populations clés sont criminalisées, les financements internationaux et l'aide publique au développement resteront indispensables pour maintenir les services et protéger les organisations communautaires.

L'intégration des services ne doit laisser personne de côté

La Stratégie mondiale de l'ONUSIDA encourage l'intégration des services liés au VIH dans les soins de santé primaires et dans des réponses plus larges associant notamment la santé sexuelle et reproductive, la tuberculose, les hépatites, la santé mentale et la protection sociale.

Cette évolution peut améliorer la continuité et la qualité des soins, mais elle comporte également des risques importants dans les pays où les systèmes publics sont discriminatoires ou peu accessibles aux populations criminalisées.

L'intégration ne peut signifier la disparition des services spécialisés, différenciés et communautaires qui ont fait la preuve de leur efficacité. Elle doit être préparée, financée et assortie de garanties claires en matière de qualité, de confidentialité, de non-discrimination et de participation communautaire.

Les médicaments doivent être des biens accessibles, pas des privilèges

Coalition PLUS s'alarme également de l'**introduction de conditions susceptibles de limiter les transferts de technologies et l'accès aux médicaments**, notamment la référence à des transferts réalisés « selon des termes mutuellement convenus ».

Les nouvelles technologies de prévention, de dépistage et de traitement peuvent transformer la riposte au VIH. Mais une innovation inaccessible n'est pas une victoire de santé publique.

Les États doivent **défendre la production locale et régionale, le partage des technologies, des prix équitables et l'utilisation de toutes les flexibilités disponibles pour garantir l'accès aux médicaments et aux outils de prévention.**

Nous appelons la communauté internationale, les États et l'ensemble des partenaires à porter une réponse au VIH à la hauteur des besoins : une réponse fondée sur les droits humains, le soutien aux communautés, la reconnaissance des populations les plus exposées et des engagements financiers clairs.

Mettre fin au sida comme menace pour la santé publique d'ici à 2030 exige une mobilisation politique forte, cohérente et durable.

A propos de Coalition PLUS

Créée en 2008, Coalition PLUS est un réseau international de 115 organisations communautaires de lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales, engagées pour les droits et la santé des populations vulnérables à l'épidémie dans 54 pays.

Contact presse

Emilie MONOD - emonod@coalitionplus.org - + 33 7 82 07 10 06